

### III. - MAROC

L'année 1980 est celle de l'achèvement du Plan triennal. Cette période de croissance ralentie devait en principe permettre aux pouvoirs publics de préparer les conditions d'une relance économique pour l'assainissement des comptes de l'Etat et un rééquilibrage des relations commerciales et financières avec l'extérieur.

Ce triennat s'est caractérisé par une progression du PIB (4 %) en-dessous du taux prévisionnel (4,9 %). Le profil de la croissance n'a pas correspondu aux tendances attendues. L'industrie qui devait assurer la « dynamique » économique a accusé une stagnation de ses activités. L'agriculture, contrairement à ce qui était prévu, a marqué un accroissement de ses résultats à la faveur des conditions naturelles. Le tertiaire et les administrations publiques se révélaient être des secteurs portants d'une croissance fragile.

La recherche d'une amélioration de la situation des finances publiques devait se traduire par une reconstitution du potentiel de l'épargne publique. La politique retenue a conduit à l'impasse. L'aménagement libéral du système fiscal en vue d'inciter l'initiative privée, et le ralentissement des activités ont privé l'Etat des ressources potentielles. La pression sur l'imposition indirecte atteignant les limites du tolérable, l'aboutissement a été, en dépit d'une forte compression de l'investissement public, un renforcement du poids de la dette. Les emprunts ont servi cette année, à financer une partie des dépenses ordinaires.

Une gestion restrictive de la création monétaire devait aussi éliminer les pressions sur les comptes extérieurs et modérer la hausse des prix. En fait, l'inflation n'a pas été maîtrisée et la balance commerciale demeure dans un état de déséquilibre structurel. Il a fallu recourir aux facilités du FMI pour redresser la balance des paiements et reconstituer une partie des réserves de change.

#### I. - ÉVOLUTION DES STRUCTURES PRODUCTIVES

##### A. EVOLUTION SECTORIELLE

La croissance du PIB aux prix de 1969 a été de 4 %. A l'origine de cette impulsion, se trouvent l'essor de l'agriculture d'exportation et la contribution des administrations publiques. Le secteur secondaire a été plutôt en stagnation.

Cette expansion a permis de maintenir la moyenne du taux de croissance enregistrée au cours du Plan 78-80 à un niveau de 4%, se situant en retrait par rapport au taux prévisionnel de 4,9%.

*Evolution du PIB aux prix du marché 1969*

En millions de DH	1978*	1979*	1980**
● Activités primaires .....	4 138	4 067	4 320
● Activités secondaires.....	8 788	9 519	9 569
● Activités tertiaires .....	12 800	13 024	13 445
Production intérieure brute .....	25 726	26 610	27 334
● Administrations publiques .....	3 986	4 451	4 980
Produit intérieur brut .....	29 712	31 061	32 314

\* Chiffres rectifiés.

\*\* Chiffres estimés.

Sources : Secrétariat d'Etat chargé du Plan et du développement régional.

## 1) Agriculture et pêche

Bénéficiant de conditions climatiques favorables le secteur agricole a marqué une amélioration de ses résultats par rapport à ceux de l'année précédente. Sa valeur ajoutée a été évaluée à 4 320 M. DH, soit une augmentation de 6,2%.

Le problème de l'efficacité de la politique agricole n'est pas pour autant résolu. En témoigne la modicité des progrès réalisés depuis une dizaine d'années. L'engagement financier de l'Etat n'assure pas un rendement en rapport avec les charges supportées par la collectivité. La balance en valeur des échanges extérieurs est non seulement déficitaire mais inquiétante quant à sa composition.

La dimension du programme d'intervention dans les zones *bours* et les moyens qui leur ont été consacrés par le Plan triennal sont réduits. Les dépenses d'équipements sont concentrées sur les surfaces irriguées en vue de relever l'offre des produits exportables au détriment des cultures vivrières.

### a) La céréaliculture

En dépit des meilleures conditions naturelles des labours et semis, la récolte n'a pas dégagé d'augmentation sensible. Elle a atteint 43,5 M. Q au lieu de 40 M. en 1979. La part des deux blés est demeurée stable dans son ensemble (18 M.Q). La variation de la production céréalière globale a été déterminée par celle de l'orge.

La stagnation des rendements et des emblavements révèle que si le secteur céréalier subit fortement les années de mauvaise pluviométrie, il n'est pas structurellement en état de tirer profit d'une amélioration des conditions

climatiques. La structure des exploitations, les charges qui pèsent sur la petite paysannerie constituent des obstacles à l'élévation des rendements. L'incitation par les prix n'a que peu d'effets.

*Evolution des superficies des récoltes et des rendements des principales céréales*

En milliers d'hectares et de quintaux et en Q à l'h.	78-79			79-80		
	Superficies	Production	Rendement	Superficies	Production	Rendement
● Blé dur . . . . .	1 167	13 069	11,2	1 269	13 310	10,5
● Blé tendre . . . . .	490	4 895	10,0	445	4 800	10,8
● Orge . . . . .	2 168	18 862	8,7	2 150	22 097	10,3
● Maïs . . . . .	405	3 116	7,5	411	3 327	8,1
Total . . . . .	4 240	39 942	9,4	4 275	43 532	10,2

Source : Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire.

*b) Les légumineuses*

La production a chuté d'un tiers pour s'établir à 2,3 M.Q., sous le double effet d'une contraction des superficies et d'une régression des rendements.

Les cultures dominantes ont baissé dans des proportions importantes : les fèves et les pois-chiches de 30 %, les petits pois de 58 %.

*Evolution des superficies, récoltes et rendements des légumineuses*

En milliers d'h. et de quintaux et en Q/h	1978-79*			1979-80		
	Sup.	Prod.	Rendt	Sup.	Prod.	Rendt
● Fèves . . . . .	208	1 475	7,1	156	1 045	6,7
● Pois chiches . . . . .	62	642	10,4	65	446	6,9
● Petits pois . . . . .	63	639	10,1	47	272	5,8
● Lentilles . . . . .	29	135	4,7	37	160	4,3
● Divers . . . . .	73	537	7,3	79	387	4,9
Total . . . . .	435	3 428	7,9	384	2 310	6,0

\* Chiffres rectifiés.

Source : MARA.

*c) Les primeurs*

Le redressement des exportations (8 %) n'a pas pour autant permis d'atteindre les résultats de 1978. Les tomates, qui constituent 64 % des expéditions, poursuivent leur recul en raison, notamment, des nouvelles barrières dressées par la France à l'entrée de ces produits dans son marché.

Les projets lancés par les pouvoirs publics pour permettre une adaptation de la production aux exigences du calendrier et aux normes imposées par la CEE risquent d'être incertains quant à leurs rendements.

*Exportations des primeurs*

En milliers de tonnes	Octobre 1977 à sept. 1978		1978 à 1979		1979 à 1980	
	France	Total	France	Total	France	Total
● Tomates.....	74,6	105,3	64,6	97,9	63	96,6
● Pommes de terre.....	41,0	45,7	28,3	31,7	37	43,0
● Autres éléments.....	7,4	9,4	3,8	8,5	6	9,4
TOTAL.....	123	160,4	96,7	138,1	106	149,0

Sources : OCE.

La Banque Mondiale a fourni au Maroc un prêt pour financer un projet susceptible de doubler la valeur des exportations de tomates grâce à l'installation dans la période 1979-85 de 1 000 hectares d'abrisserres, d'unités de conditionnement et de l'encadrement technique des maraîchers par leur regroupement dans des coopératives. Le rétrécissement actuel des débouchés traditionnels et les perspectives d'élargissement de la CEE posent la question de l'opportunité de ce choix.

*d) Les plantations fruitières*

● *Les agrumes* : l'effet positif de la pluviométrie a porté la production à 1 037 000 tonnes, soit une hausse de 18%. Un proportion importante (74%) a été écoulée à l'extérieur grâce à la précocité de la récolte.

Les expéditions à l'étranger ont progressé de 43% procurant une recette en devises de 1170 M. DH. Les marchés traditionnels ont été plus réceptifs (CEE : + 34% ; URSS : + 40%). La diversification des débouchés vers le Canada et le Moyen-Orient n'est pas suffisamment intensifiée.

● *La viticulture* : la tendance a été inversée par rapport à celle de 1979. Elle s'est située en recul de 18%. La récolte a permis de produire 910 000 hectolitres. Par contre, les exportations ont enregistré une hausse de 73% notamment à destination de l'URSS qui s'est substituée à la France en tant que premier client. Mais les recettes procurées par ces ventes (31 M. DH) ne se sont élevées que de 14%. L'offre excédentaire des pays du bassin méditerranéen a exercé un effet dépressif sur les prix.

*e) Les oléagineux - L'oléiculture*

Le tournesol ayant enregistré une forte chute dans sa production (53 700 Q. contre 403 100 Q. en 1979), en raison d'une importante réduction

des superficies exploitées, la récolte totale d'oléagineux s'est trouvée diminuée de 38 % pour n'atteindre que 418 000 Q.

La cueillette des olives a permis l'extraction de 39 000 tonnes d'huile au lieu de 15 000 en 1979.

Les besoins intérieurs en huile et graines oléagineuses ont nécessité des importations d'une valeur de 430 M. DH.

Les résultats de ce secteur sont irréguliers d'une année à l'autre. Les superficies récoltées subissent des variations conjoncturelles alors que la dépendance en ces produits réclame leur extension continue.

#### f) Les cultures industrielles

• *La betterave et la canne à sucre* : la production de la betterave a stagné à 2,2 M. de tonnes. Les superficies et les rendements n'ont enregistré aucun changement sensible. Par contre, à la suite d'une amélioration des rendements de la canne à sucre, sa production, évaluée à 375 000 tonnes, a progressé de 28 %. En raison de la prépondérance du tonnage des sucres extraits des betteraves (90 % du total), la production sucrière globale ne s'est élevée que de 2,9 % pour se situer à 329 700 tonnes.

La forte consommation nationale de ce produit a porté les importations à 328 245 tonnes, en accroissement de 17,5 %. Les déboursements pour ces achats ont enregistré une hausse de 132,5 %. Les prix d'acquisition se sont situés à un niveau plus élevé que la moyenne annuelle des cours mondiaux, en raison d'une politique d'achat très concentrée.

• *Le coton* : l'amélioration des rendements à l'hectare a permis à la récolte de 1979 de s'accroître d'un tiers. L'écoulement de la production s'est orienté vers le marché intérieur (68 %); les exportations ont par conséquent baissé de 62 %.

Les estimations relatives à l'année 1980 indiquent une progression de 43 % au niveau de la production en raison de l'extension des superficies (54 %). Les rendements ayant plutôt baissé (179/h).

#### Evolution des cultures industrielles

En milliers d'h. et de tonnes et en T/h	1978-79*			1979-80**		
	Sup.	Prod.	Rendt	Sup.	Prod.	Rendt
• Betterave. . . . .	62,5	2 174,5	34,8	63,4	2 189	34,5
• Canne à sucre	3,9	293,5	74	4,02	375,1	52,3
• Coton. . . . .	8,3	152,6	18,3	12,8	218	17

\* Chiffres rectifiés.

\*\* Chiffres provisoires.

Source : MARA.

### g) L'élevage

Le cheptel marocain n'a enregistré aucun changement dans ses effectifs globaux. Il ressort des données actuelles une baisse de 5,6 % des bovins par rapport aux résultats de l'enquête de 1975.

Composé dans sa grande majorité de petits élevages traditionnels et confronté aux problèmes de son approvisionnement en fourrage, il reste à la merci des conditions naturelles. Les besoins du Maroc en produits d'origine animale sont couverts à 50 % par les importations. La satisfaction d'une partie de la demande locale a nécessité une augmentation des abattages contrôlés (11,5 %).

L'écart entre les quantités de lait fournies par les éleveurs locaux (730 000 litres) et les besoins nationaux estimés à environ 1,25 milliards de litres s'est encore creusé.

### h) La pêche

Les prises évaluées à 238 000 tonnes se sont inscrites en hausse de 6 % pour une valeur égale à 295 M. DH.

Ces résultats sont modestes eu égard aux potentialités halieutiques des côtes marocaines. L'infrastructure actuelle ne permet pas d'exploiter ces réserves. L'insuffisance des circuits commerciaux empêche l'extension de la consommation intérieure et celle des exportations.

#### Recensement et abattage du cheptel

En milliers de têtes  et en milliers de tonnes	Recensement		Abattage	
	1979*	1980**	1979*	1980**
● Bovins .....	3 461	3 400	626	706
● Ovins .....	15 992	16 100	3 090	3 187
● Caprins .....	5 073	5 700	892	858
● Autres .....	98	100	—	—
Total .....	25 254	25 300	4 608	4 751

\* Chiffres rectifiés.

\*\* Chiffres provisoires.

Source : MARA.

## 2) La production minière et énergétique

L'activité du secteur minier a subi les effets de la mauvaise conjoncture internationale. L'indice de sa production a baissé de 4,5 %.

Dans le domaine de l'énergie, la progression de l'indice revient à une norme plus conforme aux capacités de production locale.

*Indices de la production minière et énergétique*

Indices bases 100 en 1969	1978	1979	1980
• Extraction minière .....	149	155	149
• Production énergétique.....	205	268	272

*a) Les mines*

La valeur « carreau mine » des productions minières non énergétiques s'est élevée de 3 105,9 M. DH à 3 743,5 M. DH marquant une expansion annuelle de 20,4 %.

Cette progression est due aux apports de la production phosphatière. Le prix moyen de la tonne s'est trouvé majoré de 30 % en une année. La revalorisation des barèmes et la forte appréciation des cours du dollar ont permis d'améliorer le rendement de la production.

Les tonnages expédiés de produits miniers ont été plutôt en baisse ou à la limite en stagnation.

- *Les phosphates* : la production marchande a reculé de 6 % pour atteindre 18,8 MT ce qui a provoqué un gonflement des stocks en raison de la plus forte élévation des quantités extraites (8 %). Les exportations sont revenues de 17,9 MT à 16,4 MT. Leur valeur s'est située en hausse de 20,3 % pour atteindre 2 960,9 M. DH.

Aucune modification n'est intervenue dans la répartition globale des livraisons extérieures. L'Europe de l'Ouest et de l'Est interviennent respectivement pour 64 % et 18 % des ventes. Quelques substitutions se sont produites entre pays appartenant à un même ensemble.

Les quantités de minerais traitées localement représentent 13 % de la production globale soit 2,4 MT.

- *Les autres substances minérales* : leur extraction est dans son ensemble toujours en stagnation. Les augmentations enregistrées pour certains produits (fer, barythines), ont été annulées par la baisse d'autres minerais (cobalt, pyrrhothine).

Le volume des exportations est en léger recul : 703,9 MT contre 713,4 en 1979. En dépit du raffermissement des devises de transactions et de la bonne tenue des cours de nombreux produits, le rendement en valeur des expéditions s'est réduit de 7,3 %.

Ce mouvement en baisse qui s'est situé à 666,8 M. DH. tient au fléchissement de la part des minerais les plus rémunérateurs dans la composition des tonnages exportés.

## Evolution de la production des minerais

En milliers de tonnes et en millions de DH	Production				Exportations	
	En tonnages		En valeur (1)		En tonnes	
	1979 *	1980 **	1979 *	1980 **	1979 *	1980 **
● Phosphates secs .....	20 030,8	18 824,2	2 328,5	2 861,3	17 867,5	16 449,5
● Plomb .....	165,3	172,1	416,5	431	108,0	102,4
● Manganèse...	135,7	132,1	53,4	63,7	135,8	107,0
● Fer.....	61,7	78	3,6	3,9	99,7	149,4
● Cobalt .....	8,0	6,7	149,4	124,2	7,5	6,7
● Cuivre .....	23,5	24,1	37,8	33,6	24,2	16,2
● Zinc .....	12,9	13,1	5,8	7,7	14,7	9,0
● Barythine...	286,5	318,1	23	24,6	242,6	216,7
● Pyrrhotine...	197,1	136,1	15,7	9,5	—	—
● Autres.....	65,2	65,7	76,5	164,1	68,2	62,1
Total .....	20 986,7	19 770,2	3 110,2	3 743,6	18 568,2	1 711,9

\* Chiffes rectifiés.

\*\* Chiffres provisoires.

(1) Valeur carreau-mine : prix FOB diminué des frais d'approche au port d'embarquement.

Source : Ministère de l'Energie et des Mines.

## b) L'énergie.

La balance des produits énergétiques s'est soldée par un déficit presque équivalent à celui de 1979, soit 3,87 M. TEP, en raison de la très faible croissance d'énergie (0,8 %).

Les produits interviennent à hauteur de 83 % dans la couverture des besoins, le reste étant fourni en parts égales par le charbon et l'électricité hydraulique. Le gaz ne fournit qu'1 % de la consommation.

Les sources locales ne contribuent toujours qu'à 17 % dans l'approvisionnement global. Les programmes de prospection et de forage et, éventuellement, de recherches d'énergies de substitutions ne peuvent réduire cette contrainte externe dans le court ou le moyen terme. Par contre, l'apport hydraulique accuse un retrait.

Quant aux campagnes d'économie d'énergie, leur impact sur le ralentissement de la consommation est insignifiant. Une relance économique pourrait aggraver la facture pétrolière.

Les acquisitions de pétrole ont enregistré une hausse de 12 % pour s'établir à 4 M.T. Le coût total des achats a néanmoins atteint 3 625,8 M DH, marquant une progression de 46 %. Les pouvoirs publics ont répercuté sur les prix à la consommation une partie des hausses intervenues.

*Evolution de la balance énergétique*

En milliers de TEP	1979 *		1980 **	
	TOTAL	%	TOTAL	%
● Consommation :				
- Charbon .....	360	8	372	8
- Produits pétroliers.....	3 823	82	3 871	83
- Gaz naturel .....	57	1	51	1
- Electricité hyd. ....	405	9	387	8
Total.....	4 645	100	4 681	100
● Dont fournie localement :				
- Anthracite .....	338	41	353	44
- Pétrole et gaz.....	74	9	64	8
- Elect. Hydr.....	405	50	387	48
Total.....	817	100	804	100
● Déficit énergétique .....	3 828		3 877	
● En pourcentage de la consommation.....		82		83

\* Chiffres rectifiés.

\*\* Chiffres provisoires.

Source : Rapport de la Banque du Maroc.

### 3) L'industrie et le tourisme.

#### a) L'industrie.

L'indice officiel relatif aux industries de transformation a marqué une progression de 4,7 % par rapport à 1979. Par ailleurs la valeur ajoutée par l'industrie et l'artisanat s'est élevée de 4,3 % pour atteindre 5 500 M. DH. aux prix de 1969.

Cette relance est cependant précaire. Elle a été stimulée principalement par la demande externe et les retombées de quelques commandes de l'Etat. Elle exprime aussi une tendance moyenne de l'ensemble des branches industrielles. Les résultats de certains d'entre elles sont plutôt inquiétants. La relance a aussi profité essentiellement à quelques « entreprises leaders ». Le tissu industriel demeure très fragile. Il subit à la fois les effets du peu de dynamisme de la demande intérieure et de sa faible capacité de participation à quelques projets nationaux.

Dans leur ensemble, les industries métallurgiques ont progressé de 6 %. L'hétérogénéité de ce secteur a fait que certaines unités ont pu redresser leurs activités par leur participation à des travaux d'infrastructure (ponts, ports, etc...) et à l'édification de la sucrerie du Gharb, alors que d'autres unités ont connu une évolution défavorable les conduisant à une compression des effectifs. L'industrie automobile a enregistré une chute de 18 % dans le montage des véhicules utilitaires par suite de la mévente et des conflits sociaux. Ses résultats ont, par ailleurs, affecté la production des industries de transformation de caoutchouc (en régression de 11 %).

La chimie et la parachimie ont repris leur croissance qui s'est élevée à 14,7 % par suite de la progression des exportations des unités d'acide phosphorique et de l'extension de la fabrication d'engrais en conséquence de la bonne conjoncture agricole. Cette performance doit être nuancée en raison de la contraction des activités de l'industrie de peinture en liaison avec la dégradation des situations de l'industrie automobile et du bâtiment.

Couvrant des évolutions aussi diverses, la branche des matériaux de construction a néanmoins progressé de 4,8 %, grâce notamment à l'apport de deux nouvelles cimenteries. Par contre la valeur ajoutée du bâtiment et des travaux publics a régressé de 4 % à la suite du recul dans la construction des différents types d'habitations et des locaux industriels et commerciaux.

Dans les branches des industries de biens de consommation, l'activité d'ensemble des industries alimentaires a augmenté de 3,9 %, faisant ressortir un élargissement du raffinage des tonnages de sucres bruts et de la transformation des céréales importées. Les difficultés de commercialisation dans les pays de la CEE se sont répercutées sur les niveaux de production des conserveries végétales et animales qui ont marqué des retraits respectifs de 6,1 % et de 15,3 % par rapport aux résultats de 1979.

Avec des résultats très différents d'une activité à l'autre, les industries textiles ont fait apparaître dans leur ensemble un fléchissement de 1,8 %, dû au rétrécissement de la demande locale. Les débouchés à l'exportation, notamment de la confection et de la bonneterie, se sont élargis, mais les incertitudes dues au protectionnisme de la CEE et à la vive concurrence asiatique pèsent sur les perspectives de croissance de ces branches.

L'investissement industriel est resté modeste au cours du Plan triennal. Les prévisions s'appuyaient sur la promotion des industries mécaniques et électriques et des secteurs de l'agro-industrie. Mais les potentialités d'élargissement de l'import-substitution n'ont pas été suffisamment exploitées par man-

que de moyens de financement et en raison des faibles capacités d'absorption des marchés intérieurs et extérieurs. Les mêmes contraintes ont par ailleurs pesé sur le développement des exportations des produits transformés (cuir, bois, textiles).

L'action entreprise grâce à l'investissement public dans le domaine des biens intermédiaires (chimie, parachimie) n'a pas modifié la structure globale de l'industrie marocaine. Elle demeure fortement déterminée par le poids des industries de biens de consommation.

Enfin, le peu de dynamisme de ce secteur ne lui a pas permis de contribuer efficacement à l'offre d'emplois et à la décentralisation de l'activité économique.

#### *b) Le tourisme*

L'activité touristique a enregistré un léger redressement. Le nombre de visiteurs étrangers ayant effectivement séjourné au Maroc a augmenté de 1,7 % pour atteindre 1 097 241 personnes.

L'essor de ce secteur, pour améliorer sensiblement la balance des paiements, ne répond pas à l'attente des responsables. Les recettes en devises ne dépassent pas 1 785 M. DH.

L'effort de développement de l'infrastructure hôtelière en augmentation de 4 % révèle une accentuation de la concentration des installations dans la zone sud et au profit des établissements de luxe. En fait, l'hébergement, déjà insuffisant dans la catégorie moyenne, ne constitue pas la seule condition pour la réussite d'une politique de tourisme. Les autres composantes des structures d'accueil (culturelle, administrative, transport, formation du personnel) et de la promotion de ce produit à l'étranger sont fondamentales pour répondre à une demande sensiblement affectée par la crise.

### B. LES INVESTISSEMENTS ET LE COÛT DE LA VIE

#### **1) Les investissements et l'épargne**

Selon les données provisoires de la comptabilité nationale, les investissements ont régressé de 2,5 % pour atteindre le montant de 15 153 M. DH. Cette baisse résulte d'une progression de la consommation globale (13,8 %), notamment celle de l'administration publique (18,2 %), et d'un ralentissement des apports extérieurs, plus particulièrement des capitaux privés. Le niveau de l'endettement externe ne permet plus un recours plus prononcé au financement extérieur.

Par ailleurs, la FBCF s'est encore réduite pour ne pas excéder 14 767 M. DH. Le taux d'investissement est par conséquent revenu de 23,9 % en 1979 à 21,3 % en 1980.

*Evolution de la FBCF*

En millions de DH	1978 *	1979 *	1980 **
● Matériel et outillage .....	5 093	5 426	5 499
● Bâtiment .....	4 710	5 057	4 634
● Travaux publics .....	3 282	3 689	3 896
● Aménagements et plantations ...	297	317	354
● Bétail .....	350	386	384
Total FBCF .....	13 732	14 875	14 767
PIB .....	55 313	62 244	69 450
Taux d'investissement .....	24,8 %	23,9 %	21,3 %

\* Chiffres rectifiés.

\*\* Chiffres provisoires.

Source : Rapport de la banque du Maroc.

La répartition sectorielle des dépenses d'investissements révèle que les sommes consacrées à l'acquisition de matériel n'ont enregistré qu'une modeste hausse de 1,3 %. Les équipements du secteur des T.P. ont dégagé une augmentation de 5,6 %. Par contre les réalisations du secteur du bâtiment se sont contractées de 8,4 %.

La baisse globale en termes réels est encore plus nette en raison de l'inflation.

Dans la mesure où la dépense nationale brute évaluée à 76 650 M. DH, et composée pour 86 % de la consommation finale totale, a dépassé le niveau du PNB, le besoin de financement a été alimenté principalement par l'appel aux capitaux étrangers.

L'épargne nationale n'a couvert que 64,6 % des investissements. Elle est en grande partie constituée d'actifs facilement mobilisables. La collecte de l'épargne à moyen et long terme s'inscrit de nouveau en recul par rapport à 1979. Son montant est de 1 418 M. DH. Elle a été mobilisée principalement par l'Etat et les entreprises ou organismes du secteur public, les principaux pourvoyeurs étant les intermédiaires financiers publics.

Quant aux appels de fonds émanant des sociétés sur le marché financier, ils ont poursuivi leur mouvement de baisse pour ne pas dépasser 262 M. DH. C'est un indice réel du marasme économique et du manque de dynamisme de l'investissement privé.

Cette situation n'a pas manqué de se traduire par un accroissement du déséquilibre de la balance de l'emploi.

*Compte des biens et services*

En millions de DH.	1978 *	1979 *	1980 **
● Ressources :			
- PNB.....	56 724	63 877	71 300
- Revenu net extérieur.....	- 1 411	- 1 633	- 1 800
- PIB.....	55 313	62 244	69 450
- Solde en ressources (1).....	+ 6 705	+ 7 337	+ 7 200
Total ressources disponibles.....	62 018	69 581	76 650
● Emplois :			
- Consommation finale privée .	36 441	40 807	45 850
- Consommation finale publique	11 469	13 231	15 647
- FBCF.....	13 732	14 875	14 767
- Variations stocks.....	+ 376	+ 668	+ 386
Total emplois.....	62 018	69 581	76 650

\* Chiffres rectifiés.

\*\* Chiffres provisoires.

(1) Ce solde ne correspond pas à celui dégagé par les données de l'office de changes en raison d'une différence dans la méthode de son évaluation.

Source : Secrétariat d'Etat au Plan.

*Les investissements et l'épargne en millions de DH*

En millions de DH	1978	1979	1980
● Investissements.....	14 108	15 543	15 153
● Epargne intérieure brute.....	7 403	8 206	7 953
● Epargne Nationale.....	8 814	9 839	9 803

**2) Le coût de la vie.**

La hausse du prix du détail a progressé en moyenne annuelle de 9,4 % au lieu de 8,3 % en 1979. Elle résulte des importants relèvements des prix administrés des produits de base, mais aussi de la rigidité des structures de l'économie marocaine et de l'inflation transmise par les échanges extérieurs.

Le coût réel de la vie s'est situé au-dessus de cette norme officielle, « la représentativité de l'indice étant altérée en raison de sa conception mais aussi de la fixité du poids de ses composantes » (rapport de la Banque du Maroc). Ainsi le poste des produits alimentaires qui contribue pour 54 % dans la définition de l'indice général a subi une variation brute de 7,9 %. Sa progression a été contenue dans des limites relativement étroites puisque l'observation des produits de consommation populaires révèle des augmentations nettement plus élevées (sucre : 24,5 %, lait : 16,3 %, corps gras : 12,5 % ; produits à base de céréales : 10 %, etc...).

Le pouvoir d'achat des salariés s'est dégradé. Les relèvements qui ont touché le salaire minimum horaire (7,6 %) et le traitement des fonctionnaires (5 %) n'ont pas compensé les pertes induites par l'érosion monétaire. C'est ainsi que les conflits sociaux ont été particulièrement nombreux (748 grèves officiellement recensées) et ont entraîné de 575 135 journées de travail soit 34 % de plus qu'en 1979.

## II. - LES ÉQUILIBRES INTERNES

### A. LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE

Dans le domaine des finances publiques, l'option fondamentale du Plan triennal était de parvenir à un assainissement des comptes de l'Etat en tant que préalable à une éventuelle relance économique.

La logique de l'assainissement supposait une maîtrise réelle des flux contrôlés directement par l'Etat pour une nette réévaluation des recettes et une restriction des dépenses.

En fait, la gestion des finances publiques s'est traduite au cours de ce plan par un accroissement progressif du découvert à partir de 1979. Au mythe du retour de l'équilibre s'est substituée une modeste tentative de freiner l'élargissement du déficit.

Pourtant dans son discours de présentation de la loi de finances au parlement, le Ministre des finances s'était montré optimiste. Trois objectifs étaient assignés à cette loi de 1980 : la solidarité nationale, le redressement des comptes et la relance économique.

Une conception assez particulière de la relance. Elle ne devait se réaliser ni par les investissements publics, ni par la consommation mais plutôt par un ensemble d'exemptions fiscales destinées aux secteurs de l'immobilier et de l'agriculture, l'industrie bénéficiant déjà des faveurs du code des investissements. Est-ce une version restrictive et « adaptée » aux particularités d'une économie sous-développée de la théorie néolibérale de l'offre ? L'établissement des grandes lignes du budget, dans le cadre d'un programme contrôlé par le FMI, tendrait à accrédi-ter cette idée.

La solidarité nationale ne s'est pas matérialisée par un aménagement du système fiscal dans le sens de l'équité mais plutôt par une tension de la contribution exceptionnelle, qui touchait les hauts revenus, à des foyers fiscaux jusque là épargnés par l'impôt.

Par ailleurs, l'année fiscale 1980 s'est soldée pour la première fois depuis 1972 par un excédent des dépenses courantes sur les recettes ordinaires de l'Etat de 1 075 M. DH. au lieu d'une épargne de 802 M. DH. réalisée en 1979. L'exécution des programmes d'équipement s'est trouvée ralentie.

*Les grandes masses du budget prévisionnel*

En millions de DH	Charges		Ressources		Soldes	
	1979 (1)	1980	1979 (1)	1980	1979 (1)	1980
● Budget général . . . . .	22 360	23 563	20 232 (2)	21 666 (2)	- 2 127	- 1 897
- Fonctionnement . . . . .	11 424	8 635				
- Investissements . . . . .	8 736	8 428				
- Dette publique . . . . .	2 200	2 500				
● Budgets annexes . . . . .	1 106	1 154	1 106	1 154	-	-
● Comptes spéciaux . . . . .	3 818	5 038	3 442	4 168	- 376	- 870
Lois de finances . . . . .	27 824	29 755	24 781	26 988	- 2 503	- 2 767

(1) Loi de Finances initiale et rectificative.

(2) Dont 13 933 M. DH pour 1979 et 15 316 M. pour 1980 représentent les ressources ordinaires et 6 300 M. et 6 350 M. les recettes d'emprunts intérieurs et extérieurs.

Source : Rapport de la Banque du Maroc.

### 1) Les dépenses du budget général.

a) *Les dépenses globales du Trésor* ont atteint 24 010 M. DH. Le ralentissement de la progression des dépenses (9 % en 1980 contre 24,5 % en 1979) s'accompagne d'un changement dans la nature des engagements. A la légère reprise de l'investissement public en 1979 a succédé une contraction de 13 % des dépenses d'équipement de l'Etat et un net accroissement de ses charges ordinaires (24,4 %).

b) *Les dépenses courantes se sont situées* à 16 167 M.

- Le coût de fonctionnement du service public a marqué une hausse de 16,4 % pour être effectivement porté à 11 761 M. Les moyens supplémentaires ont été engagés pour faire face aux conséquences financiè-

res de la création de 47 000 emplois destinés pour l'essentiel à l'Education Nationale, à la Défense et à l'Intérieur.

- Le Service de la dette a progressé de 30,3 %. Il a nécessité des paiements de l'ordre de 2 979 M. DH. Le montant des échéances externes a été de 2 262 M. dont plus de la moitié a été affectée aux intérêts. Les paiements au titre de la dette publique représentent 19,7 % des ressources courantes de l'Etat, soit 3 % de plus qu'en 1979.
- L'Etat a dû aussi déboursier de plus larges subventions pour le soutien des produits de base (1 427 M. DH) en dépit du relèvement des prix.

c) *La répartition des crédits d'investissements* : l'exécution des dépenses d'équipements inscrites au budget général et aux budgets annexes s'est établie à 7 843 M. DH soit une régression de 13 % par rapport à 1979.

- Les prévisions des opérations des ministères économiques se sont situées à 5 723,8 M. DH soit 35 % de moins que les dotations provisionnelles de 1979. Les dépenses prévues du Ministère des Finances (2 599 M.) ont été comprimées de 17 %. Son action d'incitation de l'activité économique s'est donc ralentie. L'augmentation de 20 % des investissements du Ministère de l'Equipement (1 679 M.) s'explique par les dépenses scolaires et sportives dont il vient d'avoir la charge à la place des ministères concernés. Les engagements dans l'agriculture (777 M.) se sont réduits de 22 %.
- Le budget social : avec un montant de crédits prévus à 871,2 M. DH en baisse annuelle de 9,2 % la dotation du secteur social n'a représenté que 10,3 % du total des autorisations de programmes. Les crédits ouverts au Ministère de l'Enseignement absorbant 60 % des investissements sociaux, la Santé et l'Habitat se trouvent encore une fois marginalisés.
- Les lignes budgétaires ouvertes aux dépenses administratives se sont situées presque au même niveau qu'en 1979 (1 832 M. contre 1 700 M.). La part la plus élevée (1 500 M.) a été affectée à la Défense Nationale. Elle est demeurée inchangée par rapport à l'année précédente.

## 2) Les ressources du budget.

Les recettes courantes ont accusé une hausse de 9,3 % mais cependant deux fois moins rapide que celle de 1979. Elles se sont situées à 15 092 M. DH.

Cette tendance au ralentissement résulte de l'état de l'activité économique et du niveau atteint par la pression fiscale (20,6 %). Mais la progression de l'imposition indirecte demeure toujours aussi croissante.

- Les prélèvements fiscaux sont passés de 11 944 M. DH en 1979 à 13 581 M. en 1980, laissant apparaître une augmentation annuelle de 13,7 %. Les ressources des impôts directs se sont élevés à 3 298 M. marquant une

stagnation de leur apport et un repli de 26,8 % à 24,3 % de leur part dans la structure des recettes fiscales. L'année fiscale 1980 est caractérisée par une remise en cause des mesures partielles de justice sociale introduites dans l'exercice précédent.

Les campagnes de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale qui avaient favorisé un meilleur recouvrement et une croissance des recettes n'ont pas été reconduites. Ces mesures positives de relèvement de l'impôt agricole ou de l'imposition des holdings ont été soit annulées soit réaménagées dans un sens plus favorable aux groupes de pression qui se sont manifestés.

De même l'impôt immobilier, d'un rendement pourtant modeste, a subi une refonte générale. La « grève » des professionnels de ce secteur, à la suite de la taxation des gains spéculatifs dans les lois précédentes a contraint le gouvernement à un très net recul.

Les réaménagements des instruments de la fiscalité reflètent l'état structurel de l'économie marocaine. Les secteurs industriels et agricoles étant dans une profonde récession, le bâtiment était le secteur porteur de la croissance dans ces dernières années. Une demande solvable, surtout dans les produits de « haut de gamme », permettrait des gains en moyenne plus élevés que dans les autres secteurs en dépit de l'élévation des charges. C'est aussi un secteur attractif pour les capitaux privés marocains. Leurs détenteurs se sont opposés avec succès à toute atteinte à leurs marges bénéficiaires.

D'un autre côté, le produit de la fiscalité indirecte a nettement augmenté (17,6 %) pour atteindre 10 287 M. DH.

Quant aux ressources non fiscales, elles ont fléchi de 19 % pour se situer à 1 507 M. DH. Si l'on tient compte de la contribution des phosphates (800 M.) la participation du secteur public (environ 600 entreprises) aux ressources de l'Etat devient insignifiante.

### 3) Le financement du déficit de trésorerie

Le déficit s'est encore élargi de 17 %, dépassant ainsi le niveau absolu de 1977. L'assainissement prévu ne s'est pas réalisé en dépit de la compression des dépenses d'équipement.

Pour combler ce déficit, l'Etat a fait appel à une plus large contribution de toutes les sources de financement. Les concours extérieurs se sont élevés à 4 885 M. DH contre 4 495 M. en 1979.

Le marché intérieur a procuré 1 555 M. DH, soit une progression de 30,5 % de sa contribution.

Le recours à l'Institut d'émission a été intensifié. Les avantages ont assuré 14,5 % de la couverture du déficit. Une nouvelle avance de 1 500 M. DH a été accordée à l'Etat. Par ailleurs, l'assèchement des disponibilités ont conduit l'Etat, dans l'attente de disposer des concours extérieurs, à mobiliser entièrement les facilités statutaires accordées dans une proportion d'1/10<sup>ème</sup> des recettes ordinaires, et plus encore à modifier la réglementation de la

Banque du Maroc pour prolonger la durée de détention de ces facilités à 300 jours.

Enfin, la mobilisation de la facilité du FMI a procuré 781 M. DH.

*Exécution du budget*

En millions de DH	1979 (1)	1980
● Recettes ordinaires .....	13 802	15 092
● Dépenses ordinaires .....	13 000	16 167
Soldes ordinaires .....	+ 802	- 1 075
● Fonds de concours des budgets annexes .....	165	144
● Dépenses d'équipement .....	9 016	7 843
Déficit budgétaire .....	- 8 049	- 8 774
● Solde de budgets annexes .....	-	- 30
● Solde des comptes spéciaux .....	+ 853	+ 976
● Fonds pour dépenses ordonancées .....	- 25	- 661
Déficit de trésorerie .....	- 7 221	- 8 489
Financement .....	+ 7 221	+ 8 489
- concours extérieurs .....	4 795	4 885
- facilités FMI .....	-	781
- emprunts intérieurs .....	1 190	1 555
- dépôts au Trésor et au CCP .....	550	172
- avances brutes de la Banque du Maroc ..	715	1 259
- opérations à régulariser .....	- 29	- 163

(1) Chiffres rectifiés.

Source : Rapport de la Banque du Maroc.

## B. LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Le volume global des liquidités à la disposition de l'économie a été de 30 119 M. DH en valeur moyenne annuelle. Sa progression s'est réduite de 20,3 % à 12,4 %. Elle reste malgré tout légèrement supérieure à celle du PNB (11,6 %). Le taux de liquidité par rapport à la dépense nationale brute s'est élevé de 38,5 % à 39,5 %.

### 1) La structure de la masse monétaire

En fin d'exercice, la masse monétaire s'est établie à 30 827 M. DH dégageant une hausse de 11 % par rapport à 1979.

Sur le plan de ses composantes, elle a enregistré une expansion de la quasi monnaie au rythme annuel de 24,4 % découlant d'un relèvement des

taux d'intérêts créditeurs. Les monnaies fiduciaires et scripturales ont augmenté à des taux voisins de 8,7 % et de 8,2 %. Le ralentissement de leur progression a été à l'origine du recul de leurs parts dans la masse monétaire globale.

Le freinage de la création des moyens de paiements traduit en fait un état donné de l'activité économique. Ainsi l'évolution des disponibilités monétaires a révélé une quasi stagnation de leurs niveaux au cours de la première moitié de l'année en raison de l'action restrictive sur les crédits intérieurs et de la contraction des réserves de change. C'est seulement en fin d'exercice, que s'est produit une amplification des moyens de paiements à la suite des décroissements de l'État et de la reconstitution des réserves au moyen des crédits extérieurs.

#### *Evolution de la masse monétaire*

En millions de DH	1978	1979	1980	79/80
● Disponibilités monétaires . . . .	20 639	23 354	25 314	+ 8,4 %
- Monnaie fiduciaire . . . . .	7 677	9 021	9 808	+ 8,7 %
- Monnaie scripturale . . . . .	12 962	14 333	15 506	+ 8,2 %
● Quasi-Monnaie . . . . .	3 672	4 432	5 513	+ 24,4 %
Total . . . . .	24 311	27 786	30 827	+ 10,9 %

Source : Rapport de la Banque du Maroc.

## **2) Les contreparties de la masse monétaire**

L'objectif des autorités monétaires était de contenir la création de la monnaie pour parvenir au moins à maintenir le solde net des avoirs extérieurs à son niveau du début de l'exercice.

- *Les avoirs extérieurs* : En fait, les avoirs extérieurs, ont baissé pour la sixième année consécutive. Ils se sont établis en décembre 1980 à 1 533 M. DH. La pression sur les réserves nettes de change a été encore plus forte que l'année précédente. A deux reprises l'Institut d'émission s'est trouvé au cours de l'exercice dans une situation de déficit en réserves. Il a fallu recourir dans les deux derniers mois aux facilités consenties par le FMI au titre de l'accord élargi pour reconstituer une partie des réserves extérieures.

- *Les créances sur le Trésor* : Leur montant a atteint 17 378 M. DH soit 55 % du total des contreparties. Elles ont constitué le facteur essentiel de la création monétaire additionnelle.

Ces créances ont porté pour 46 % sur des prêts de la Banque du Maroc, le système bancaire en a fourni 36 % par la détention d'effets publics. Le reliquat étant constitué par des dépôts auprès des comptables publics.

Apparemment les nouveaux besoins du Trésor ont été satisfaits plus par l'élargissement de ses emprunts à la Banque du Maroc que par le concours des banques. L'analyse de l'évolution de ces créances révèle que l'Institut d'émission a été sollicité plus intensément au cours de l'année. Sous la pression des dépenses et l'équipement des revenus, l'Etat s'est trouvé contraint de recourir dès le début de l'exercice à une avance conventionnelle puis à la mobilisation des autres facilités de caisse. Il a fallu attendre les rentrées de capitaux extérieurs pour restreindre l'appel au financement par des ressources à caractère monétaires.

Le concours des banques au Trésor ne s'est produit qu'en fin d'exercice, à la suite de l'amélioration de leur liquidité.

● *Les crédits à l'économie* : Leur rythme de croissance s'est maintenu au même niveau que l'année précédente, soit 13,8 %. Ils sont situés à 12 634 M. DH. Les banques de dépôt ont accru de 13,1 % à la partie nourrie de leurs concours pour la porter à 10 279 M. DH. Le montant des crédits directs et indirects accordés par la Banque du Maroc a été évalué à 2 355 M. DH.

L'ensemble de ces crédits est constitué dans sa presque totalité de facilités à court terme. Les crédits à moyen et long terme financés par les organismes spécialisés ne sont pas comptabilisés. Ces facilités ont alimenté plus particulièrement les activités du secteur des services.

*L'évolution des contreparties de la masse monétaire*

En millions de DH.	1978	1979	1980	79/80
● Avoirs extérieurs nets . . . . .	1 779	1 648	1 533	- 7 %
● Créances sur le Trésor . . . . .	13 561	15 428	17 378	+ 12,8 %
● Crédits à l'économie . . . . .	9 761	11 100	12 634	+ 13,8 %
Total . . . . .	25 101	28 176	31 545	
Divers . . . . .	- 790	- 390	- 718	

Source : Rapport de la Banque du Maroc.

### 3) La politique du crédit

Le montant total des crédits consentis à l'économie distribués par le système bancaire et les organismes financiers spécialisés a marqué une hausse de 12,8 % au lieu de 14 % en 1979. Il s'est établi à 19 215 M. DH.

Dans ce total, les facilités accordées par les banques commerciales se sont accrues de 14 % et constituent 61 % de l'ensemble. Celles des organismes spécialisés n'ont progressé que de 10 % et représentent 35,8 %. Les différences dans les évolutions respectives sont un indice du ralentissement des investissements.

La politique monétaire s'est caractérisée par le maintien de l'encadrement du crédit mais avec un léger assouplissement du corset. Le taux de progression des crédits a été porté de 10 à 12 % avec un essai de contrôler l'étalement de leur distribution au cours de l'année. Le plafonnement a donc été complété par l'institution d'une norme semestrielle de progression fixée à 5 % pour le premier trimestre, pour éviter un emballement des moyens de paiements en début d'exercice.

Les objectifs quantitatifs ont été en fait dépassés puisque l'extension des crédits soumis à encadrement a augmenté de 8,1 % au premier trimestre et de 14 % à l'issue de l'exercice.

Les autorités monétaires ont cherché à inciter indirectement les banques à un financement plus sain de l'activité économique, en agissant sur les capacités et le coût de refinancement du système bancaire. Ainsi elles n'ont pas élargi le plafonnement des réescomptes et elles n'ont pas relevé les fiches spéciales de financement. Mais en fait ces facilités ne constituent que 27 % des besoins de refinancement du système bancaire.

En fin d'exercice, la Banque du Maroc a modifié le coefficient de réserves monétaires de 4 % à 0,5 %, mais elle a obligé les banques à consacrer les sommes libérées à l'achat de bons de Trésor. Cette mesure semble être une réaction au non respect par les banques du plancher d'effets publics requis.

Enfin, en dépit du maintien en marge de toute restriction du financement des investissements, les encours de crédits à moyen terme accordés par les banques commerciales ont baissé de 5 % et ceux des organismes spécialisés se sont ralentis. Très peu de banques ont observé l'obligation qui leur était faite de nourrir un portefeuille d'effets représentatifs de crédits à moyen terme réescomptables à hauteur de 4,5 % de leurs exigibilités.

Les recommandations aux banques pour la prudence, la sélectivité dans l'affectation des ressources restent sans écho. Les techniques utilisées par la Banque du Maroc pour agir indirectement sur l'activité du système bancaire, semblent manquer d'efficacité.

### III. - LES ÉQUILIBRES EXTÉRIEURS

Les comptes extérieurs ont subi au cours de ce Plan les contrecoups conjoints d'une conjonction internationale perturbée et d'un contexte intérieur en stagnation et marqué par le recours à un endettement croissant.

#### A. LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Les échanges commerciaux avec l'étranger ont représenté 26 438 M. DH, soit 38 % du PIB. Les programmes établis pour le maintien du déséquilibre des

échanges étaient trop timides pour pouvoir réduire la dépendance d'une économie en produits essentiels pour l'équipement et l'alimentation. Le déficit des transactions commerciales évalué en termes douaniers s'est élevé à 7 148 M. DH, marquant une hausse annuelle de 6,6 %. Ce montant a représenté 10,4 % du PIB et constitue 74 % des exportations de 1980.

Bien que le taux de couverture se soit légèrement amélioré (57,4 % contre 53,2 %) la tendance à une progression plus rapide des exportations (26,5 %) par rapport à celle des importations n'a pas pour autant réduit le déficit absolu. Le mouvement des prix internationaux ayant été à l'origine d'une détérioration de 2,6 % des termes de l'échange.

*Evolution de la balance commerciale*

En milliers de tonnes et en millions de DH	1979 *		1980 **	
	Tonnage	Valeur	Tonnage	Valeur
● Importations CAF .....	10 414	14 328	9 524	16 793
● Exportations FOB .....	21 388	7 622	20 497	9 645
Solde .....	+ 10 974	- 6 706	+ 10 973	- 7 148
Couverture .....		53 %		57,4 %

\* Chiffres rectifiés.

\*\* Chiffres provisoires.

Source : Office des changes.

L'observation des balances par groupes de produits montre une augmentation de 40 % des soldes négatifs des postes de l'énergie et de l'alimentation. Les gains dégagés par les échanges de produits bruts ne comblent pas les nouvelles charges des deux premiers postes. Le programme général des importations n'a eu que des effets limités sur la situation des transactions de biens de consommation et des biens intermédiaires.

*Balance par groupe de produits*

En millions de DH	1979	1980
● Produits alimentaires .....	- 391,3	- 558,2
● Energie et lubrifiants .....	- 2 493,4	- 3 493,9
● Produits bruts .....	+ 1 959,2	+ 2 463,2
● Demi-produits .....	- 2 315	- 2 187,3
● Biens d'équipement .....	- 3 264	- 3 143
● Biens de consommation .....	- 201	- 229
Total .....	- 6 705,5	- 7 148,2

Source : Office des changes.

## 1) La structure des importations.

En dépit du fléchissement des tonnages importés en raison d'une contraction des acquisitions de pétrole et de ciment, les dépenses totales ont marqué une expansion de 17,2 % au lieu de 15,9 % en 1979.

Toutes les catégories de produits en dehors des biens d'équipement ont participé à ce mouvement de hausse.

Les tonnages de produits alimentaires se sont accrus de 10,7 %. Leur coût s'est élargi plus amplement (32,1 %) pour s'établir à 2 833 M. DH. A l'origine de cette hausse se trouvent les dépenses correspondantes aux achats de 1,65 M.T. de blé et de 328 000 tonnes de sucre pour respectivement 1 255,3 M. DH et 626,6 M. DH.

A la suite du renchérissement du prix de pétrole, la facture pétrolière s'est élevée à 3 961,2 M. DH alors que les quantités importées sont revenues de 4,8 M.T. à 4,2 M.

La conjonction d'une augmentation en tonnage (13,2 %) et d'une majoration des prix a porté le coût des produits bruts à 1 970 M. DH, soit une hausse de 13,2 %. Les produits d'origine animale et végétale interviennent pour 70 % dans cet ensemble.

Les approvisionnements en demi-produits se sont réduits en tonnage (31,8 %) mais ils ont accusé une augmentation des dépenses de 7,7 %.

La réduction draconienne de l'investissement public et privé n'a pourtant entraîné qu'une baisse de 3,6 % des achats en biens d'équipement. Ils se sont établis à 3 171,2 M. DH.

Une relance des dépenses extérieures de biens de consommation s'est substituée à la tendance de repli qui s'est dessinée depuis 1978. Les sommes déboursées pour ces importations se sont élevées à 1 315,5 M. DH, soit une progression de 12,4 %.

## 2) La structure des exportations.

L'amélioration de la commercialisation des phosphates et la bonne récolte d'agrumes ont favorisé une expansion de 26,5 % des recettes en devises des marchandises exportées (9 645 M. DH), bien que le tonnage expédié ait diminué de 4,2 %.

Le montant des ventes procurées par les livraisons de produits alimentaires s'est accru de 13,9 % pour atteindre 2 599 M. DH. Les phosphates (4 110 M. DH) participent à concurrence de 93 % dans les recettes de produits bruts. Quant aux exportations des biens manufacturés, elles ont enregistré une expansion de 25 % pour se situer à 2 469 M. DH, principalement à la suite d'une augmentation des livraisons d'acide phosphorique. Dans ce dernier groupe, les produits de consommation se sont établis à 1 115,3 M. DH.

### 3) La répartition géographique des échanges.

Les données sur les transactions commerciales avec l'extérieur indiquent des soldes déficitaires avec tous les principaux partenaires. L'amélioration relative des échanges avec la CEE relève de la majoration des prix des phosphates mais aussi du recul des acquisitions de biens d'équipement. Les barrières dressées à la pénétration des produits manufacturés et la fermeture du marché français à certains produits agricoles empêchent toute tendance durable à un léger réaménagement du déséquilibre.

La progression du coût des importations des produits pétroliers a porté pour la première fois le déficit des échanges avec les pays arabes à un niveau supérieur à celui des transactions avec la CEE.

Le bilan de ce triennat montre que sur le plan des transactions commerciales avec l'étranger, et en dépit d'une forte compression de la croissance intérieure et de l'établissement d'un programme restrictif des importations, les résultats n'ont pas été probants. Les réformes des structures de l'appareil de production marocaine s'avérant d'une nécessité absolue.

#### *Balance des échanges commerciaux*

En millions de DH	Importations CAF		Exportations FOB		Solde	
	1979 *	1980 **	1979	1980	1979	1980
● CEE . . . . .	6 942	7 447	4 447	5 268	- 2 485	- 2 180
● France . . . . .	3 965	4 168	2 086	2 428	- 1 875	- 1 740
● Etats-Unis . . . . .	827	1 089	179	131	- 648	- 958
● URSS . . . . .	393	599	276	486	- 118	- 113
● Pays Arabes . . . . .	2 283	3 197	249	337	- 1 983	- 2 860
● Espagne . . . . .	1 343	1 388	474	565	- 869	- 822
● Autres . . . . .	2 590	3 073	1 997	2 858	- 593	- 215
Total . . . . .	14 328	16 793	7 622	9 645	- 6 706	- 7 148

\* Chiffres rectifiés.

\*\* Chiffres provisoires.

Source : Office des changes.

### B. L'ÉQUILIBRE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

La situation de la balance des paiements traduit l'impasse de la politique de redressement préconisée par le Plan triennal.

La rétention de l'investissement n'a pas pour autant éliminé les pressions qui s'exercent sur les comptes extérieurs. L'endettement externe ayant atteint les limites tolérées et les avoirs en devises ayant été pratiquement asséchés, le Maroc s'est trouvé contraint de recourir aux nouvelles élargies du FMI pour ajuster l'état de sa balance des paiements et reconstituer une modeste partie de ses réserves de change.

### 1) Les comptes courants

Le déficit des opérations courantes s'est élevé à 5 589 M. DH au lieu de 5 969 M. en 1979. C'est grâce au développement des transferts des économies sur salaires que l'alourdissement des charges relatives au service de la dette et la dégradation des résultats des échanges de marchandises ont été compensés.

#### - *Les opérations sur biens et services*

Le solde négatif de ces transactions s'est de nouveau alourdi pour se situer à 9 568 M. DH. L'élargissement du déséquilibre des marchandises exprimé en FOB a porté leur déficit à 5 336 M. DH. Le poste des transports et assurances a suivi la même tendance pour s'établir à 1 539 M. DH. L'excédent des recettes touristiques, supérieur à celui observé en 1979 a dégagé un montant positif de 1 400 M. DH. Par contre le déficit de la ligne des « revenus des investissements » s'est creusé en atteignant 2 212 M. DH au lieu de 1 593 M. en 1979. La charge des intérêts de la dette extérieure a augmenté considérablement (42 %) pour être portée à 2 169 M. En l'espace de deux ans, sa valeur a plus que doublé. Enfin, les transactions gouvernementales ont laissé un solde négatif de 2 527 M. DH.

#### - *Le paiement des transferts*

La hausse continue depuis 1969 des transferts sans contrepartie ont dégagé un apport net de 4 395 M. DH. Cette évolution résulte principalement du développement des rapatriements d'économies sur salaires des travailleurs marocains à l'étranger (4 148 M. DH).

Au total, l'excédent des paiements de transfert a couvert 44 % du déficit de la balance des biens et services.

### 2) Les opérations en capital

Compte non tenu des DTS alloués par le FMI (79 M. DH) et de la facilité élargie de cet organisme, les mouvements de capitaux ont dégagé un flux net de 4 612 M.

#### - *Les mouvements de capitaux privés.*

Ils se sont soldés par un déficit de 448 M. DH en raison de l'évolution défavorable des crédits commerciaux (- 635,6 M.), les crédits octroyés par les exportateurs marocains (1 183 M.) ayant été largement supérieurs aux facilités consenties par l'étranger aux importateurs (547 M.). Les prêts et les investissements ont dégagé un solde positif mais modeste de 347 M.

– *Les mouvements de capitaux publics*

L'Etat et les établissements publics ont mobilisé des capitaux d'une valeur de 7 110 M. DH. Dans cet ensemble, les crédits commerciaux ne représentent que 851,7 M. alors que le total des prêts en devises consentis principalement au Trésor, par les institutions internationales et obtenus dans le cadre d'accords bilatéraux ou négociés sur les marchés internationaux de capitaux, s'est établi à 6 237,6 M. DH.

En ce qui concerne les sorties de fonds, les règlements des facilités commerciales ont porté sur 378 M. DH et les amortissements des emprunts en devises ou en dirhams sont passés de 1 016,4 M. DH à 1 646,9 M. en 1980.

Ainsi la charge globale de la dette publique s'est élevée à 4 103 M. DH.

Autrement dit, plus de la moitié des nouveaux emprunts sert à rembourser le principal et les intérêts des dettes antérieures. Les dépenses à ce titre ont représenté 22,8 % de l'ensemble des recettes courantes. Le seuil considéré comme critique par les normes internationales semble être atteint. La situation est d'autant plus grave que depuis cette année les emprunts ne sont plus entièrement destinés à l'équipement mais à financer une partie des dépenses courantes de l'Etat.

*Evolution de la balance des paiements*

Soldes en millions de DH	1978	1979 *	1980
● Biens et services .....	- 8 735	- 9 568	- 9 984
● Paiements de transferts .....	+ 3 118	+ 3 599	+ 4 395
● Opérations courantes .....	- 5 619	- 5 969	- 5 589
● Capitaux non monétaires .....	+ 5 593	+ 5 764	+ 4 612
● Allocations DTS .....	-	+ 79	+ 79
● Recours à la facilité FMI.....	-	-	+ 78
● Balance des paiements .....	- 26	- 126	- 117

\* Chiffres rectifiés.

Source : Rapport de la Banque du Maroc.



Les choix fondamentaux du Plan triennal n'ont pas abouti à un redressement des déséquilibres de l'économie marocaine. Au-delà de l'évolution de la conjoncture et de l'adoption de mesures ponctuelles et partielles, il s'avère qu'il est nécessaire d'adopter une stratégie d'ensemble s'appuyant sur des réformes de structures pour la réalisation d'une production intérieure optimale adaptée à la demande locale. C'est le plus sûr moyen pour résister aux pressions de l'environnement extérieur.

Larbi JAÏDI \*

\* Maître-Assistant à la Faculté des Sciences Economiques de Rabat.